



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 8/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DSM Nutritional Products France**

BOULEVARD D'ALSACE  
BP 170  
68128 Village-Neuf

Références : 0006700429\_2024\_10\_25\_DSM\_Village-Neuf\_VIIC\_PFAS  
Code AIOT : 0006700429

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2024 dans l'établissement DSM Nutritional Products France implanté 1 Boulevard d'Alsace 68128 Village-Neuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à la recherche de composés per et polyfluoroalkylés (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DSM Nutritional Products France
- 1 Boulevard d'Alsace 68128 Village-Neuf
- Code AIOT : 0006700429
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société DSM Nutritional Products France exploite des installations de production de vitamines et de caroténoïdes, classées Seveso Seuil Haut et soumises à la directive européenne IED (Industrial Emissions Directive).

## Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale 2024 PFAS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle sur site l'Inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités sur les points contrôlés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En amont du contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection la méthodologie qu'il a suivie pour établir la liste requise par la prescription.</p> <p>D'après les éléments transmis par l'exploitant, celui-ci a réalisé deux étapes pour établir la liste :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tout d'abord, l'exploitant a analysé ses FDS pour identifier les produits contenant des PFAS ou produisant des PFAS par dégradation ;</li> <li>- l'exploitant a contacté les fournisseurs qu'il définit comme « pertinents » (notamment pour les émulseurs) pour obtenir plus d'informations et confirmer l'absence ou la présence de PFAS dans les produits ainsi que pour demander si des substances PFAS peuvent être produites par dégradations.</li> </ul> <p>Les produits identifiés ont été intégrés et identifiés formellement comme contenant des PFAS dans l'outil de suivi FDS du site.</p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection une extraction de son outil de suivi FDS, cette extraction présente les sept produits identifiés par l'exploitant comme contenant des composants fluorés. Les produits concernés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'acide trifluoroacétique 7 %</li> <li>- l'acide trifluoroacétique 13 %</li> <li>- l'émulseur PAC 12 et 16</li> <li>- le produit SYN-COLL</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- le produit SYN-HYCAN</li> <li>- le produit SYN-TACKS</li> <li>- le produit SYN-TC</li> </ul> <p>L'exploitant précise qu'il n'a pas identifié d'autres substances utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur de l'arrêté contenant des PFAS ou pouvant produire des substances PFAS par dégradation.</p> <p>L'analyse de cette liste et méthodologie n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours du contrôle l'exploitant a présenté à l'Inspection le document référencé « N°0000-00-00-159 » représentant le réseau d'évacuation des eaux chimiques. Les « eaux chimiques » correspondent aux rejets d'eau qui ne sont ni pluviales, ni sanitaires et correspond à un rejet « industriel ». Après contrôle du document, l'Inspection constate que le réseau relie les bâtiments de synthèse/formulation à la station d'épuration (STEP) et de traitement des eaux chimiques du site.</p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a précisé qu'aucune mousse d'extinction d'incendie n'ont été utilisés sur site, il précise qu'aucun incendie n'a eu lieu à DSM et que tous les tests pompiers et exercices ESI (équippers de seconde intervention) se font avec de l'eau sans émulseurs.</p> <p>Postérieurement au contrôle l'exploitant a transmis à l'Inspection les plans de ses réseaux d'eaux, l'exploitant a transmis les documents référencés « 0000-00-00-160 - Eaux Usées Chimiques », « 0000-00-00-162 - Eaux Usées Pluviales » et « 0000-00-00-163 - Eaux Usées Sanitaires ». Après analyse de ces documents, l'Inspection constate que l'ensemble des « eaux usées chimiques » sont dirigées vers la STEP et que les « eaux usées sanitaires » et « eaux usées pluviales » ne le sont pas.</p> <p>L'Inspection constate après contrôle des résultats des campagnes d'analyses (requis par la prescription) transmis sur GIDAF par l'exploitant que le prélèvement se fait en sortie de la STEP des eaux chimiques. Ainsi, l'exploitant n'a pas réalisé d'analyse des substances PFAS sur ses rejets sanitaires.</p> <p>Le contrôle de cette prescription n'appelle pas de commentaires supplémentaires de la part de l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

**Constats :**

Postérieurement au contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports des trois campagnes d'identification et d'analyse des substances PFAS réalisés en sortie STEP de DSM par un sous-traitant du laboratoire CAR. Ces campagnes ont été réalisées en avril, mai et juin 2024. Après analyse de ces documents, l'Inspection constate que les rapports sont établis par le « Laboratoire Santé Environnement Hygiène de Lyon - Carso » et que ce laboratoire dispose de l'accréditation COFRAC N°1-1531 (mentionnée sur le rapport).

Le contrôle de cette prescription n'appelle pas de commentaires supplémentaires de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Exigences pour le prélèvements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

**Constats :**

Concernant la représentativité des échantillons de l'activité normale de l'installation :

L'Inspection a contrôlé les débits mentionnés sur les trois rapports des campagnes de mesure PFAS, les débits moyens issus de ces installations contrôlés via l'autosurveillance du site sur l'année 2024 et les relevés réalisés le jour du contrôle. La comparaison de ces données montre que les éléments sont cohérents entre eux, et amène l'Inspection à conclure que les échantillons ont été constitués sur des périodes de rejets représentatives des activités des installations.

Concernant la dilution avec d'autres effluents avant le prélèvement :

Le contrôle sur terrain de la sortie STEP et l'analyse des documents transmis par l'exploitant, référencés « 0000-00-00-159 - Eaux Usées Chimiques », « 0000-00-00-162 - Eaux Usées Pluviales » et « 0000-00-00-163 - Eaux Usées Sanitaires » représentant le réseau d'évacuation des eaux chimiques, pluviales et sanitaires, amènent l'Inspection à conclure que tel que contrôlé, les prélèvements sont constitués sans dilution préalable avec d'autres effluents. Après analyse de ces documents, l'Inspection constate que seules les « eaux usées chimiques » sont dirigées vers la STEP.

Le contrôle des rapports de prélèvement des trois campagnes indique que les campagnes ont été réalisées sur 24 heures.

Le contrôle de cette prescription n'appelle pas de commentaires supplémentaires de la part de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Précisions des mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. [...]
<b>Constats :</b>  Les limites de quantification pour les trois campagnes d'analyses pour les AOF et PFAS sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis les résultats des campagnes d'analyses, en application des dispositions des Arrêtés Ministériel des 20 juin 2023 et 28 avril 2014 susmentionnés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite